

Le 3 octobre, les citoyens votent pour La Poste

Après le succès de la journée d'action des postiers du 22 septembre, une consultation est organisée le 3 octobre par le Comité national contre la privatisation de la Poste qui rassemble la CGT, Sud, FO et la CFTC ainsi que 80 associations et partis politiques progressistes.

Et l'enjeu est d'importance puisque, soit La Poste reste un service public, soit elle est livrée aux appétits du privé afin qu'il en retire le maximum de profits sur le dos des postiers et des usagers. Des urnes seront installées dans de nombreuses villes et villages de France, devant les bureaux de poste, les mairies et sur les marchés. Nos concitoyens auront ainsi l'occasion de participer nombreux à cette consultation et de dire leur refus d'une privatisation qui n'est même pas réclamée par Bruxelles et qui a déjà fait de nombreux dégâts chez nos voisins européens, de la Suède à l'Allemagne en passant par les Pays-Bas ou l'Espagne.

Au total, c'est 300 000 emplois qui ont été détruits suite à privatisation dans les postes européennes. Et que le gouvernement nous épargne le discours éculé sur l'idée qu'il ne s'agirait pas d'une privatisation, mais d'un simple changement de statut alors que chacun a en mémoire l'évolution de France Télécom, de GDF et d'EDF. Gageons que les cadres de La Poste et des télécoms auront à cœur de participer nombreux à ce référendum, comme ils participeront nombreux à la journée mondiale pour le travail décent du 7 octobre.

Branche Poste

Une mobilisation qui compte

Le 22 septembre, les postiers ont manifesté leur opposition au projet de privatisation de La Poste. A l'heure de la crise et des scandales boursiers, le projet d'ouverture du capital aux appétits financiers d'une minorité ne passe pas, ni auprès des salariés, ni auprès des citoyens.

Le gouvernement et La Poste sont isolés par l'opposition des postiers, l'unité syndicale intacte depuis un an, et par le soutien de la population au lien social qu'est La Poste.

La CGT propose de continuer et d'amplifier le mouvement pour faire reculer le gouvernement : en s'emparant du 3 octobre avec la consultation populaire, mais aussi le 7 octobre, avec la journée interprofessionnelle unitaire et internationale sur le travail décent.

Rien n'est inéluctable... les seules batailles perdues sont celles qui ne sont pas menées !

Les disparus de Chronopost !

Mais quelle est donc cette drôle de pandémie qui frappe les salariés de la Direction Sécurité de Chronopost ?

Depuis l'arrivée en juin 2008 de l'actuel Directeur, pas moins de 10 salariés ont disparu de l'organigramme ! Soit environ 40% de l'effectif de la Direction, tout de même !

Ce chiffre serait probablement plus important si 4 d'entre eux n'avaient pas eu la bonne idée de s'investir dans l'action syndicale pour aider les salariés, et créer ainsi, un rapport de force.

Combien de temps encore notre trio de tête (DG, PDG, DRH) va-t-il mener cette politique ?

Il faut admettre que notre Directeur Sécurité a certaines qualités et notamment celle de susciter des vocations de Délégué Syndical.

Branche Télécoms

Enfin !

Le 18 septembre se sont ouvertes les négociations annoncées sur la déclinaison de l'accord interprofessionnel sur le stress à France Télécom/Orange. Pour la CGT, il est urgent de remettre le salarié au cœur des choix de la direction. Il faut en finir avec une logique qui met sous pression et déstabilise personnel, qui le dé-saisit de tout esprit d'initiative. La Direction annonce l'ouverture de 5 chantiers de négociations :

- sur l'organisation du travail,
- sur les conditions de travail,
- sur l'équilibre vie professionnelle - vie privée,
- sur les institutions représentatives du personnel,
- sur les règles de mobilité (d'ici fin octobre).

La CGT propose de se saisir de ces points d'appui et d'investir partout ces négociations pour porter avec force l'ensemble des exigences des personnels dans les services. Chaque salarié doit pouvoir donner son avis sur ces négociations, les militants CGT seront leurs meilleurs relais !

Encore un effort !

La négociation du 17 septembre à France Télécom, a porté exclusivement sur le Temps Partiel Senior (TPS).

La mobilisation des salariés le 10 septembre a permis quelques améliorations :

- Prise en compte de tous les éléments de rémunération notamment de la part variable pour le calcul de la rémunération du TPS.
- Abondement de 67% (au lieu de 25%) par France Télécom de tous les jours épargnés dans le cadre du TPS sur un Compte Épargne Temps, pour un départ anticipé. Trois jours épargnés donnent droit à 2 jours d'abondement.

La CGT revendique le remplacement des emplois libérés par le TPS, la possibilité d'un départ 5 ans avant la retraite, une prime d'accompagnement associée au dispositif.

Autant de revendications que la CGT porte depuis l'ouverture des négociations.

Consultation nationale sur la privatisation de La Poste
le samedi 3 octobre 2009



Votation citoyenne dans tout le pays
Mairies, bureaux de poste, marchés...
C'est à nous de CHOISIR!

Consultation nationale organisée à l'initiative du Comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal !

<http://www.appelpourlaposte.fr/>

Échos

L'illusionniste

A l'heure des fermetures nombreuses d'entreprises, le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, monte au créneau, très médiatiquement, pour fustiger les patrons indécents.

A Sofia Antipolis, à côté de Nice, Wipro devrait licencier 61 ingénieurs en recherche et développement, après avoir touché 5 millions d'euros sur 3 ans de l'État. Alors même que ce bassin d'emploi de haut niveau est déjà affecté par d'autres plans sociaux.

Le ministre de l'Industrie convoque les dirigeants indiens de Wipro. Mais, quand on se souvient de l'inefficacité de l'État dans le dossier Molex, ou encore la manière dont Mr Mittal, PDG d'Arcelor Mittal, a « soutenu » les promesses du président de la République à Gandrange, le risque est, que le geste ne reste que purement symbolique.

Santé

Mourir au travail est intolérable

Les Directions d'entreprises qui refusent d'écouter les organisations syndicales portent une lourde responsabilité dans ces terribles drames. La Cgt n'a eu de cesse, dans son quotidien, d'œuvrer à donner à toutes et tous la capacité d'agir afin de transformer en positif les situations de travail.

Les causes de la dégradation des conditions de vie au travail sont connues : disparition des collectifs de travail, objectifs contradictoires et inatteignables, une hiérarchie écartelée, évaluation comportementale en lieu et place de la qualité du travail et une redoutable stratégie d'humiliation et de manque de reconnaissance.

La CGT considère qu'il faut redonner toute sa dimension émancipatrice au travail. Elle réaffirme l'urgence d'agir pour la transformation des situations de travail avec une reconquête de temps et d'espace de respiration où les salariés peuvent penser leur travail, retrouver leurs capacités et leur pouvoir d'agir...

Toujours moins !

La négociation sur la Médecine du travail s'est conclue le 11 septembre 2009. Alors même que la santé au travail est devenue un problème majeur de santé publique, en témoignent les récents événements à France Télécom, les salariés devraient voir le Médecin du Travail tous les trois ans au lieu de deux ans !

Le patronat a refusé d'aborder la question du financement des services de santé au travail renvoyant ce point aux calendes grecques... Pour la CGT, le protocole d'accord n'amène aucune réponse permettant un progrès pour la santé des salariés et contient des reculs inacceptables. La CGT revendique la responsabilité de la Sécurité Sociale sur les services de santé au travail, dans l'intérêt même des salariés.

International

Stop !

Le G20 de Pittsburgh s'est penché sur les paradis fiscaux, mais pas trop !

Aujourd'hui la CGT, la CFDT, Solidaires, le SNUI, le CCFD, Ofam France/Agir ici, Attac, ainsi que les organisations de « la Plateforme contre les paradis fiscaux et judiciaires » s'associent pour lancer la campagne de mobilisation citoyenne et syndicale « Stop paradis fiscaux ».

Les banques françaises, les entreprises du CAC40, les multinationales du G20 ont toutes des filiales dans les paradis fiscaux, sans elles, ils n'existeraient plus !

Cette campagne appelle les gouvernements à prendre des vraies sanctions. Vous pouvez signer l'appel en ligne à l'adresse <http://www.stopparadisfiscaux.fr>

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr

Échos

Le bonheur au rapport

La Commission « Stiglitz » a rendu son rapport sur « *la mesure de la performance économique et le progrès social* » au président de la République. Tout d'abord on constate que les représentants des salariés étaient absents de cette commission et donc le rapport n'accorde qu'une place marginale au travail.

La CGT partage les limites des indicateurs actuels basés sur le PIB, mais considère qu'un grand débat doit avoir lieu au sein du Conseil National de la Statistique Publique pour définir les besoins de notre société.

Les indicateurs ne font pas le bonheur, ce sont les droits des salariés et des citoyens pour peser sur les stratégies des entreprises et de l'État qui sont l'enjeu d'une société « heureuse ».

Emploi

Pas de transfert de l'AFPA

Quatre syndicats (CGT, CFDT, FO et Sud) de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) appellent à manifester devant le Sénat, pour exiger la suspension d'un article du projet de loi prévoyant le transfert vers Pôle Emploi, au plus tard le 1er avril 2010, d'une partie des salariés de l'AFPA chargés de l'orientation des demandeurs d'emploi.

La CGT appelle également à la grève ce jour-là.

Selon les syndicats, cet article est préjudiciable à l'AFPA parce qu'il met en cause sa capacité à maintenir sa mission même de formation et d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Il l'est aussi au Pôle emploi qui doit surmonter des difficultés inhérentes à la mise en œuvre de la fusion et à la situation économique.

L'emploi en crise

Sur le front de l'emploi, le pire de la récession est encore devant nous, souligne l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), dans son rapport annuel

« *Perspectives de l'emploi* ». C'est notamment le cas en Allemagne, en France et en Italie. Selon l'OCDE, le pronostic établi en mars dernier, d'un taux de chômage moyen jamais vu dans les 30 pays de la zone, tutoyant les 10% fin 2010, est maintenu malgré un espoir de reprise de l'activité à l'horizon, pointé dans le rapport.

Afin d'alimenter la bulle spéculative des marchés financiers, le capitalisme d'aujourd'hui n'hésite pas à piller les ressources du travail pour toujours donner plus aux actionnaires au détriment de l'investissement productif et salarial et de l'emploi.

Égalité

Recul à confirmer

Le gouvernement a « *décidé de sauvegarder le dispositif* » actuel pour la retraite des mères de famille salariées du secteur privé, a déclaré le ministre du Travail Xavier Darcos.

S'exprimant sur France 5, le secrétaire général de la CGT s'est félicité de ce que la mobilisation ait conduit le gouvernement à reculer dans son projet.

Bernard Thibault a cependant tempéré : « *s'il se confirme (...)* que les déclarations de M. Darcos entrent dans la liste de celles qui sont suivies d'une application » ! Bernard Thibault a aussi rappelé pourquoi la CGT refuse la remise en cause de ces MDA au nom d'une prétendue inégalité entre les hommes et les femmes : « *la première des injustices, c'est l'écart de rémunérations entre les hommes et les femmes qui, à la retraite, va grandissant : 30 à 40% d'écart* ».